

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**OBJET : Accord-cadre de travaux d'entretien courant du
patrimoine bâti de Nantes Université (9 lots)**

N° de procédure : 26007AC

Accord-cadre passé en vertu des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 (procédure adaptée) et R2162-1 à R2162-14 (accord-cadre exécuté au moyen de marchés subséquents et bons de commande) et du code de la commande publique

SOMMAIRE

Article I. Maîtrise d’Ouvrage.....	5
Article II. Caractéristiques générales du marché	5
Article 2.01 Objet de l’accord-cadre	5
Article 2.02 Allotissement	5
Article 2.03 Montant de l’accord-cadre	6
Article 2.04 Forme et étendue de l’accord-cadre	7
Article III. Pièces contractuelles du marché	7
Article IV. Durée de l’accord-cadre	8
Article V. Modalités générales de passation des commandes.....	8
Article 5.01 Délais d’exécution et durée de validité des commandes	8
Article 5.02 Prolongation des délais	9
Article 5.03 Prix et fournitures non prévues au BPU	9
Article 5.04 Seuil d’établissement des commandes	9
Article 5.05 Perte d’exclusivité.....	9
Article VI. Etablissement des marchés subséquents	9
Article 6.01 Procédure de passation des marchés subséquents	9
Article 6.02 Modalités et contenu de la remise des offres.....	10
Article 6.03 Notification du marché subséquent.....	10
Article VII. Etablissement des bons de commandes	10
Article 7.01 Procédure de passation des bons de commandes	10
Article 7.02 Établissement du devis	11
Article 7.03 Contenu d’un bon de commande.....	11
Article VIII. Réalisation des prestations	11
Article 8.01 Travaux en milieu amianté	11
Article 8.02 Provenance des matériaux et produits	11
Article 8.03 Gestion des déchets	11
Article IX. Réception	12

Cahier des clauses administratives particulières : Travaux entretien courant du patrimoine bâti
Procédure n°26007AC

Article 9.01	Réception	12
Article 9.02	Garantie et délai de garantie	12
Article X. Obligations du Titulaire		12
Article 10.01	Obligation de conseil auprès du service bénéficiaire	12
Article 10.02	Obligation d'information de tout changement de situation	13
Article 10.03	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	13
Article 10.04	Remise de document attestant de l'absence d'emploi dissimulé	13
Article 10.05	Obligation de confidentialité	13
Article 10.06	Mesures de sécurité	13
Article 10.07	Assurances.....	14
(1)	Responsabilité civile et professionnelle.....	14
(2)	Assurance décennale	14
(3)	Assurances des sous-traitants	14
(4)	Assurance des biens du titulaire et des sous-traitants	14
Article XI. Pénalités		15
Article 11.01	Pénalités	15
Article XII. Prix		16
Article 12.01	Mois d'établissement des prix	16
Article 12.02	Forme des prix.....	16
Article XIII. Règlement des comptes		17
Article 13.01	Modalités de paiement	17
(1)	Comptable assignataire des paiements :	17
(2)	Dispositions relatives à la dématérialisation des factures :	18
(3)	Formalisme de la demande de paiement.....	18
(4)	Acceptation de la demande de paiement	18
(5)	Délai de paiement	18
(6)	Paiement des cotraitants.....	18
(7)	Paiement des sous-traitants.....	19

Cahier des clauses administratives particulières : Travaux entretien courant du patrimoine bâti
Procédure n°26007AC

Article 13.02	Facturation	19
Article XIV.	Clause de financement et sûreté.....	19
Article 14.01	Retenue de garantie.....	19
Article 14.02	Avance	20
Article 14.03	Cession et nantissement de créance	20
Article XV.	Résiliation	20
Article 15.01	Faute du titulaire.....	20
Article 15.02	Exécution des travaux aux frais et risques	20
Article XVI.	Différends et litiges	22
Article 16.01	Organe chargé des procédures de médiation	22
Article 16.02	Introduction du recours (notamment)	22
Article 16.03	Instance chargée des procédures de recours	22
Article XVII.	Dérogations au CCAG-Travaux	23

Article I. Maîtrise d’Ouvrage

Personne publique contractante :

Nantes Université - Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

<p><u>Pouvoir adjudicateur :</u></p> <p>Nantes Université</p> <p>Représentée en sa qualité de maître d’ouvrage par Madame la Présidente de Nantes Université, autorité compétente pour signer le marché.</p> <p>1 quai de Tourville - BP 13522 44 035 Nantes Cedex 1</p> <p>marchesimmo@univ-nantes.fr</p>	<p><u>Chargé d’opération :</u></p> <p>Nantes Université</p> <p>Direction du Patrimoine Immobilier et de la Logistique (DPIL) - Service Maintenance</p> <p>1 quai de Tourville - BP 13522 44 035 Nantes Cedex 1</p> <p>Contact : Denis PERRUCHAS</p> <p>Courriel : denis.perruchas@univ-nantes.fr</p>
---	---

Article II. Caractéristiques générales du marché

Article 2.01 **Objet de l’accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de :

Travaux d’entretien courant du patrimoine bâti de de Nantes Université

Il s’agit d’un accord-cadre mono-attributaire pour les lots n°3,6,7 et 9 et multi-attributaires pour les lots n°1,2,4,5,8 s’exécutant par marchés subséquents et bons de commande. Pour les lots multi-attributaires, il sera retenu au maximum DEUX attributaires.

Lieu d’exécution : Sites de Nantes Université (Nantes, Saint-Nazaire)

Article 2.02 **Allotissement**

L’accord-cadre fait l’objet d’un allotissement au sens des articles L.2113-10, R.2113-2 et R.2113-3 du Code de la commande publique.

Il est alloti en neuf (9) lots techniques. Chacun des lots couvre les 7 sites géographiques de Nantes Université.

Cahier des clauses administratives particulières : Travaux entretien courant du patrimoine bâti
Procédure n°26007AC

L'allotissement technique et les sites géographiques sont donnés ci-dessous :

Numéro de lot	Périmètre technique	Sites géographiques
Lot 1	Plâtrerie - Plafonds suspendus - Menuiserie intérieure bois – Agencement	Site 01 – IUT Nantes ➤ Site Joffre (3 rue Maréchal Joffre à Nantes) ➤ Site Fleuriaye (2 avenue Jean Rouxel à Carquefou) Site 03 – Loire ➤ Divers sites centre-ville proches CHU et Ile de Nantes Site 04 – Ile de Nantes ✓ Divers sites centre-ville proches CHU et Ile de Nantes Site 05 – Chantrerie ➤ 1 rue Christian Pauc à Nantes Site 06 – Lombarderie ➤ 2 rue de la Houssinière à Nantes Site 07 – Tertre ➤ Chemin de la Censive du Tertre à Nantes Site 09 – Saint-Nazaire ➤ 58 rue Michel Ange à Saint-Nazaire
Lot 2	Peinture - Revêtements muraux	
Lot 3	Sols durs (Carrelage - Faïence) et sols souples	
Lot 4	Serrurerie - Métallerie – Portail	
Lot 5	Menuiseries extérieures (PVC - ALU - BOIS - ACIER)	
Lot 6	Gros œuvre – Maçonnerie	
Lot 7	Voirie Réseaux Divers	
Lot 8	Etanchéité	
Lot 9	Couverture (Métal - Ardoises)	

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Article 2.03 **Montant de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum, avec un maximum de **5 300 000 €HT** sur toute la durée de l'accord-cadre, répartis comme suit :

Numéro de lot	Périmètre technique	Montant maximum sur 4 ans
Lot 1	Plâtrerie - Plafonds suspendus - Menuiserie intérieure bois – Agencement	1 000 000 €HT
Lot 2	Peinture - Revêtements muraux	850 000€HT

Lot 3	Sols durs (Carrelage - Faïence) et sols souples	850 000 €HT
Lot 4	Serrurerie - Métallerie – Portail	1 000 000 €HT
Lot 5	Menuiseries extérieures (PVC - ALU - BOIS - ACIER)	150 000 €HT
Lot 6	Gros œuvre – Maçonnerie	150 000 €HT
Lot 7	Voirie Réseaux Divers	120 000 €HT
Lot 8	Etanchéité	930 000 €HT
Lot 9	Couverture (Métal - Ardoises)	250 000 €HT

Article 2.04 Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé en vertu des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 (procédure adaptée) et R2162-1 à R2162-14 (accord-cadre exécuté au moyen de marchés subséquents et bons de commande) du code de la commande publique.

Les attributaires de l'accord-cadre ne peuvent prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit avant la notification des marchés subséquents ou bons de commande ou en l'absence de survenance du besoin.

L'accord-cadre définit les modalités de passation des marchés subséquents et des bons de commande exécutés par les services de Nantes Université.

Un maître d'œuvre extérieur pourra être désigné au besoin par le maître d'ouvrage. Ce dernier pourra également assurer lui-même la maîtrise d'œuvre de ses travaux.

Un contrôleur technique ainsi qu'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et un coordonnateur du système de sécurité incendie pourront être désignés au besoin par le maître d'ouvrage.

Article III. Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- ✓ le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;

- ✓ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant CCAG-travaux
- ✓ le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;
- ✓ l'offre technique du titulaire ;
- ✓ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du
- ✓ marché ;
- ✓ les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;
- ✓ Le dossier comportant tous les plans,

Article IV. Durée de l'accord-cadre

Les lots de l'accord-cadre ont une durée de douze (12) mois calendaires à compter de leur date de notification aux titulaires.

Ils font l'objet d'une reconduction tacite pour une période de douze (12) mois dans la limite de trois (3) renouvellements, sauf décision expresse de non reconduction du Pouvoir Adjudicateur.

Le cas échéant, au terme de chaque période du marché, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision écrite de non reconduction, qu'il notifie au Titulaire deux mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. La décision de non reconduction n'a pas à être motivée.

Chaque lot pris individuellement est ainsi reconductible.

Le Titulaire du marché ne peut refuser la reconduction. Il ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la décision de non reconduction.

La durée globale de l'accord-cadre ne peut pas excéder quarante-huit (48) mois.

Article V. Modalités générales de passation des commandes

Article 5.01 Délais d'exécution et durée de validité des commandes

Les délais peuvent inclure une période de préparation dont les aspects seront précisés dans le marché subséquent ou le bon de commande.

Les délais d'exécution convenus couvrent la préparation, la réalisation et l'achèvement de tous les travaux prévus incombant au titulaire y compris le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux.

Les marchés subséquents ou les bons de commande émis par la personne publique pourront être notifiés aux titulaires de l'accord-cadre pendant toute la durée de validité de celui-ci. Passé ce délai, aucun marché subséquent ou bon de commande ne pourra être notifié. Toutefois, ils s'exécuteront jusqu'à leur terme dans la limite de six (6) mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La résiliation d'un lot de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du marché subséquent ou du bon de commande si celui-ci est notifié avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du marché subséquent ou du bon de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

Article 5.02 **Prolongation des délais**

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel relatif à l'exécution d'un marché subséquent ou d'un bon de commande, il doit formuler une demande expresse de report de délai auprès du service bénéficiaire exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé. En cas de refus motivé du service bénéficiaire, il est fait application des pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP.

Article 5.03 **Prix et fournitures non prévues au BPU**

Les prix établis dans les marchés subséquents et les bons de commande sont issus du bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre, complétés le cas échéant par ceux qui figurent dans l'offre ou le devis approuvé.

Si les travaux à réaliser nécessitent des fournitures non prévues dans le BPU, le titulaire les intègre dans son chiffrage. Le prix de ces fournitures est déterminé sur la base des prix d'achat nets des fournisseurs auxquels est appliqué le coefficient achat prévu au BPU. Dans ce cas, les services bénéficiaires se réservent le droit de demander au titulaire de produire la facture de son fournisseur.

En cas d'acceptation du prix de ces fournitures par le service bénéficiaire, il est intégré dans le marché subséquent ou le bon de commande et devient contractuel dès sa notification au titulaire.

Article 5.04 **Seuil d'établissement des commandes**

Lors de la survenance du besoin, chaque opération de petits travaux donne lieu à l'émission d'un bon de commande dans la limite de 25 000€HT.

Le présent accord-cadre donne lieu également à la passation d'un marché subséquent, en lieu et place du bon de commande au-delà de 25 000€ HT.

Dans la mesure où les opérations de travaux sont complexes ou nécessitent un encadrement particulier, possibilité est donnée aux services d'avoir recours à un marché subséquent pour un montant inférieur à 25 000€HT.

Article 5.05 **Perte d'exclusivité**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de consulter d'autres prestataires lorsque que les devis des titulaires sont supérieurs à 100 000€ HT. Les titulaires perdent alors l'exclusivité du marché.

Article VI. Etablissement des marchés subséquents

Lors de la survenance du besoin et pour chaque lot concerné, chaque opération de petits travaux dont le montant estimé est supérieur à 25 000 €HT donne lieu à la passation d'un marché subséquent sur la base du présent accord-cadre.

Article 6.01 **Procédure de passation des marchés subséquents**

La passation des marchés subséquents est effectuée après mise en concurrence de la totalité des titulaires de l'accord-cadre à la survenance du besoin du service bénéficiaire.

Pour chaque mise en concurrence, les titulaires recevront par voie dématérialisée un dossier de consultation comprenant au minimum :

- une lettre de consultation incluant :
 - le délai de remise des offres et/ou la date limite de remise d'offre du marché subséquent ;
 - la durée de validité de l'offre ;
 - la ou les variantes éventuelles ;
 - les conditions d'attribution du marché subséquent et sa méthode de notation.
- Un cahier des charges comprenant une définition du besoin permettant la remise d'une offre technique et financière (chiffrage) par les titulaires. Cette définition du besoin comprend notamment :
 - la localisation précise des travaux ;
 - les spécificités des travaux (contraintes d'accès, horaires souhaités, etc.) ;
 - le cas échéant, la période de préparation des travaux à réaliser ;
 - la date prévisionnelle de démarrage et d'achèvement des travaux ;
 - le délai d'exécution impératif à dater de la notification du marché subséquent ;
 - le repérage amiante avant travaux et la fiche récapitulative à jour du dossier technique amiante (DTA).

Le cas échéant, le service bénéficiaire ajoute tout document nécessaire à la bonne compréhension du besoin.

Article 6.02 **Modalités et contenu de la remise des offres**

Le titulaire adresse son offre au service bénéficiaire par voie dématérialisée (via la plate-forme des achats de l'État ou à défaut par mail).

L'offre électronique se compose du marché subséquent et de son annexe dûment renseignée par une personne habilitée à engager la société. Sa signature n'est pas requise au stade de la remise de l'offre, mais néanmoins fortement recommandée (via signature électronique de préférence).

Le service bénéficiaire fixe librement le délai de remise des offres en respectant un minimum d'au moins **quinze (15) JOURS** calendaires. Ce délai comprend le déplacement sur site pour évaluer les travaux programmés à réaliser (métrés, matériaux, quantités, etc.).

Le service bénéficiaire fixe librement la durée de validité des offres dans la limite de **quatre-vingt-dix (90) JOURS** calendaires maximum à compter de la date limite de remise des offres.

Article 6.03 **Notification du marché subséquent**

L'attribution du marché est réalisée dans les conditions précisées dans la lettre de consultation.

Les titulaires de l'accord-cadre sont informés par voie dématérialisée par le service bénéficiaire de l'acceptation ou du rejet de leurs offres.

Le service bénéficiaire peut déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent sans suite sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les titulaires de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R2152-1 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Article VII. Etablissement des bons de commandes

Article 7.01 **Procédure de passation des bons de commandes**

Pour chacun des lots multi attributaires, les bons de commande seront adressés et attribués aux titulaires selon la

méthode dite « **en cascade** ». Cette méthode consiste à faire appel, en priorité, à l'attributaire classé en première position lors de la notification de l'accord-cadre. Si ce dernier ne répond pas dans les 15 jours ouvrés, le service bénéficiaire s'adressera à l'attributaire dont l'offre a été classée en deuxième position (le délai de réponse sera également de 15 jours ouvrés au maximum). Si aucun attributaire ne répond dans les délais contractuels, tous perdent leur exclusivité sur le bon de commande concerné et le service bénéficiaire peut s'adresser à une entreprise tierce sans droit de recours.

Article 7.02 **Établissement du devis**

Pour établir son devis, le titulaire peut faire une visite de site. Il ne peut pas invoquer, après notification du bon de commande, la méconnaissance des lieux et de leurs caractéristiques, ou des matériaux utilisés. Il appartient au titulaire de signaler en temps utile, et obligatoirement avant remise du devis, les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et de demander les éclaircissements nécessaires.

Le devis est valable *a minima* **quatre-vingt-dix (90) JOURS calendaires**.

Article 7.03 **Contenu d'un bon de commande**

Le bon de commande précise les caractéristiques et les modalités d'exécution en complément des stipulations de l'accord-cadre.

Article VIII. Réalisation des prestations

Article 8.01 **Travaux en milieu amianté**

Le maître d'ouvrage transmettra au titulaire les documents relatifs au risque amiante liés aux projets de travaux.

Article 8.02 **Provenance des matériaux et produits**

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Aucun matériau ne sera fourni par le maître d'ouvrage.

Conformément au CCAG-Travaux, les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Les vérifications qualitatives des matériaux et produits se font dans les conditions de l'article 24 du CCAG-Travaux.

Article 8.03 **Gestion des déchets**

Le contrôle et suivi des déchets de chantier se fait dans les conditions de l'article 36.2 du CCAG-Travaux, y compris pour les déchets dangereux tels que les déchets amiantés.

En cas de non-respect des obligations de tri et d'enlèvement des déchets par le titulaire, il s'expose à la pénalité liée, définie à l'article « Pénalités » du présent CCAP. En outre, si ces obligations ne sont pas respectées, le maître d'ouvrage peut, en vertu des dispositions de l'article L541-3 du code de l'environnement et de l'article 37 du CCAG-Travaux, après mise en demeure restée sans effet pendant 30 jours, procéder d'office aux opérations de tri et d'enlèvement des déchets aux frais et risques du titulaire.

Article IX. Réception

Article 9.01 **Réception**

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Lorsque les travaux sont intégrés dans une opération ou si les travaux dépassent 5 000 € HT, une réception des travaux pourra être établie, en application du CCAG Travaux.

Le titulaire est chargé d'aviser, à la fois le pouvoir adjudicateur ou son représentant, par écrit, de la date à laquelle il estime que ses travaux ont été achevés ou le seront. Il est alors établi de façon systématique et contradictoire une attestation de fin de travaux.

Dans le cas où le bon de commande ou le marché subséquent précise les délais des tranches intermédiaires, conformément à l'article 42 du CCAG-Travaux, des réceptions partielles peuvent avoir lieu.

Le cas échéant, il pourra être prévu, dans les documents particuliers des marchés subséquents, des modalités de réception différentes de celles prévues au présent CCAP, en fonction des spécificités et de l'ampleur de chaque opération.

Article 9.02 **Garantie et délai de garantie**

Le délai de garantie est d'un (1) an à compter de la date d'effet de l'admission (hors garantie constructeur de durée supérieure) conformément à l'article 44 du CCAG/Travaux.

Le titulaire est tenu à une obligation dite d'« obligation de parfait achèvement », au titre de laquelle il doit :

- exécuter les prestations éventuelles issues des procédures de réception ;
- remédier à tous les désordres signalés par le service bénéficiaire de telle sorte que les prestations doivent être conformes à la description figurant dans le chiffrage fourni par le titulaire, lors des opérations de réception ou après l'exécution des corrections demandées ;
- procéder à des prestations conformatives ou modificatives destinées à faire respecter la conformité des prestations à l'objet du marché subséquent ou du bon de commande ;
- remettre au service bénéficiaire les plans des prestations.

Les dépenses correspondantes aux prestations décrites ci-dessus sont à la charge du titulaire si les déficiences constatées lui sont imputables.

La date de réception avec ou sans réserve constitue également l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code civil.

Article X. Obligations du Titulaire

Article 10.01 **Obligation de conseil auprès du service bénéficiaire**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, d'anomalies ou de dangers potentiels au titre de ses prestations. Il est tenu de signaler au service bénéficiaire tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Article 10.02 Obligation d'information de tout changement de situation

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification de sa situation, que celle-ci affecte son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, etc.) ou en cas de traitement judiciaire des difficultés des entreprises (procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire à son encontre) avec copie du jugement au pouvoir adjudicateur, afin que celui-ci soit en mesure d'assurer la continuité de l'exécution du marché.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs de l'accord-cadre.

Article 10.03 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG-Travaux, les travailleurs employés dans le cadre de l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article 10.04 Remise de document attestant de l'absence d'emploi dissimulé

Le titulaire devra remettre au pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois, les pièces prévues par les articles D.8222-4 et D. 8222-5 du Code du travail pour le cocontractant établi en France et D. 8222-6 à D. 8222-8 pour celui établi à l'étranger.

Article 10.05 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations et documents auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Article 10.06 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

De manière générale, les règles de sécurité applicables seront celles définies par les chefs de service respectifs ; elles seront portées à la connaissance du titulaire par écrit lors de la notification du marché subséquent ou du bon de commande et ce, autant de fois que nécessaire. Le titulaire accepte ce règlement et tous les contrôles afférents.

Les personnels du titulaire ne seront autorisés à pénétrer dans les locaux de l'administration qu'après avoir été nommément agréés.

Le titulaire devra fournir à la personne publique la liste nominative du personnel susceptible d'intervenir sur le site. Cette liste sera mise à jour autant et dès que nécessaire, avant d'être communiquée aux services bénéficiaires concernés.

Le cas échéant, le titulaire devra fournir les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer permanents exigés pour la circulation du personnel sur le site.

Faute d'avoir accompli les démarches nécessaires pour que leurs agents soient autorisés à accéder aux sites selon les règlements édictés par les chefs de service respectifs, les titulaires devront ajourner leurs prestations sans indemnisation.

Le non-respect des obligations en matière de sécurité peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire.

Article 10.07 Assurances

Les dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux s'appliquent.

NB : Le titulaire du présent accord-cadre précisera à ses assureurs le contenu du présent article et les informera exhaustivement quant à son objet et ses caractéristiques techniques, autant qu'il le jugera nécessaire. Par conséquent, le titulaire est seul responsable de la communication avec ses assureurs concernant les présentes prestations, de sorte qu'aucune réclamation relative à un défaut d'information ne saurait être imputable au maître d'ouvrage, à ses représentants et à ses assistants concernant le présent article.

(1) Responsabilité civile et professionnelle

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité au sens des articles 1240 et suivants du code civil, contre les dommages de toutes natures et notamment en cas de dommages causés aux tiers victimes d'accidents ou de dommages au cours de la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution.

Ces assurances garantiront les conséquences pécuniaires de ces événements aussi longtemps que la responsabilité du titulaire pourra être recherchée.

La souscription des attestations d'assurance susmentionnées fait l'objet d'une justification auprès du maître d'œuvre dans les conditions fixées à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entrepreneur (y compris pour dégâts des eaux et incendie) communication des plafonds de garantie par catégorie de risques et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

(2) Assurance décennale

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander au titulaire la communication des plafonds de garantie par catégorie de risque, et d'exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds afin que les montants garantis soient en adéquation avec les risques encourus.

Le maître d'œuvre devra présenter sur demande du maître d'ouvrage les attestations susmentionnées au plus tard quinze jours à compter de la notification du marché, avant tout commencement d'exécution. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire du marché doit être en mesure de présenter ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de subordonner le paiement des acomptes ou du solde à la production des pièces justificatives, et ce sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

(3) Assurances des sous-traitants

Le titulaire, ou chaque cotraitant s'il s'agit d'un groupement, se charge de vérifier que ses sous-traitants sont titulaires de garanties suffisantes. À tout moment, un justificatif de souscription de ces garanties pourra être demandé.

(4) Assurance des biens du titulaire et des sous-traitants

Il est de la responsabilité du titulaire du présent accord-cadre, de ses cotraitants et sous-traitants, de souscrire les assurances relatives aux biens et équipements leur appartenant et/ou placés sous leur garde, utilisés pour la réalisation du marché et non destinés à être incorporés dans les ouvrages objet du marché.

En aucun cas le maître d'ouvrage n'est gardien de ces biens et équipements, y compris lorsque ceux-ci sont laissés sur le chantier.

Article XI. Pénalités

Article 11.01 Pénalités

Les pénalités prévues au marché, seront recouvrées dès le 1er euro par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4, les montants de toutes les retenues ou pénalités visées ci-dessous sont fermes c'est à dire non soumises à variation pour toute la durée du marché, sont net de taxe et applicables sans mise en demeure préalable. Par ailleurs, ces pénalités sont applicables du fait de leur simple constatation et ne sont soumises à aucun plafonnement de montant.

Les pénalités suivantes s'appliquent :

Désignation	Montant de la pénalité
Pénalités pour retard dans la production des documents obligatoires liés au marché (attestations d'assurance, demande de sous-traitance, etc.)	50 € / jour calendaire
Pénalités pour retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de devis détaillés et accompagnées de pièces justificatives, de plans, de documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillés programme d'exécution et du PPSPS	50 € / jour calendaire
Pénalités pour absence ou retard aux réunions (pour toute absence ou retard supérieur à ½H qui n'a pas été dûment justifié).	50 € / absence et/ou retard
Pénalités pour non-respect des obligations en matière de tri et gestion des déchets, soit :	100 € / manquement
Pénalités pour non-respect des mesures de sécurité	200 € / manquement
Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux ¹ (pour les travaux inférieurs à 3 000€ HT).	50 € / jour calendaire
Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux ² (pour les travaux supérieurs à 3 000€ HT).	100 € / jour calendaire
Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis après exécution (DOE ou DIUO)	50 € / infraction constatée
Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la levée des réserves.	50 € / jour calendaire

¹ La pénalité pour retard dans l'exécution des travaux sera appliquée de manière provisoire. Les modalités d'application de ces pénalités sont fixées à l'article 19 du CCAG-Travaux.

² La pénalité pour retard dans l'exécution des travaux sera appliquée de manière provisoire. Les modalités d'application de ces pénalités sont fixées à l'article 19 du CCAG-Travaux.

Désignation	Montant de la pénalité
Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.	50 € / jour calendaire
Défaut d'encadrement sur le chantier	100 € par infraction constatée
Défaut de la présentation des échantillons de matériau et matériels de construction	50 €/jour calendaire
Trouble de la circulation autour du chantier	100 € par infraction constatée
Défaut du respect des consignes du coordonnateur SPS	100 €/jour calendaire

Article XII. Prix

Les prix unitaires indiqués à l'annexe financière de l'accord-cadre sont des prix plafonds. Ils peuvent être revus à la baisse lors des consultations pour l'attribution des marchés subséquents.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris les frais de métrés, et élimination des déchets), incluant tous les frais généraux (réunions de préparation, établissement de chiffrage, facturation), impôts et taxes.

Au besoin, un forfait déplacement pourra être chiffré conformément aux lignes du BPU.

Les prix sont révisés à chaque date anniversaire selon les modalités prévues à l'article 12.02 du présent CCAP.

Article 12.01 **Mois d'établissement des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro », mois de remise des offres (Mo) soit **MARS 2026**.

Article 12.02 **Forme des prix**

Les prix du marché sont fermes pendant la période initiale d'exécution. Ils pourront être révisés à l'occasion de la reconduction du contrat par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [\text{Index (n-3)} / \text{Index o}]$$

Dans laquelle P est le prix actualisé (HT), Po est le prix initial (HT), Index (n-3) et Index o étant les valeurs prises par l'index de référence respectivement au mois de commencement des travaux moins trois mois et au mois d'établissement du prix du marché.

Les coefficients de révisions sont arrondis au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés deviendront fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

Clause de préavis :

Le titulaire devra faire parvenir sa demande de révision des prix par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard 30 jours calendaires avant la tacite reconduction de l'accord-cadre, en y joignant la preuve des indices. Au-delà de ce délai, toute demande sera rejetée sans que le titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

Clause butoir :

Les prix seront toujours ajustés par référence aux prix d'origine au mois de la remise de l'offre (ou de la dernière révision), sans que l'évolution ne dépasse 2%.

Le cas échéant, les index suivants seront utilisés :

N° du lot	Désignation du lot	Indice
1	Plâtrerie - Plafonds suspendus - Menuiserie intérieure bois – Agencement	BT18a (30%) ; BT08 (70%)
2	Peinture - Revêtements muraux	BT46
3	Sols durs (Carrelage - Faïence) et sols souples	BT09 (40%) BT10 (60%)
4	Serrurerie - Métallerie – Portail	BT42
5	Menuiseries extérieures (PVC - ALU - BOIS - ACIER)	BT51 (25%) ; BT43 (25%) ; BT19b (25%) ; BT42 (25%)
6	Gros œuvre – Maçonnerie	BT03 (100%)
7	Voirie Réseaux Divers	BT02 (100%)
8	Etanchéité	BT53 (100%)
9	Couverture (Métal - Ardoises)	BT49 (20%) ; BT30 (80%)

Article XIII. Règlement des comptes

Article 13.01 Modalités de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation **Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

(1) *Comptable assignataire des paiements :*

Nantes Université
Monsieur l'agent comptable
1, quai de Tourville – BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1
Courriel : service.facturier@univ-nantes.fr

(2) Dispositions relatives à la dématérialisation des factures :

Conformément à la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises et à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les entreprises ont l'obligation d'adresser leurs factures sur le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

(3) Formalisme de la demande de paiement

Pour toute demande de paiement, le titulaire adressera une facture, comprenant notamment les mentions obligatoires suivantes :

L'identité et l'adresse du débiteur (Nantes Université - 1, quai de Tourville - BP 13522 - 44035 NANTES).

Numéro de l'accord-cadre / du bon de commande, intitulé.

Nom et raison sociale de l'entreprise, date d'émission de la facture ainsi que son numéro. Le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement.

Nature et détail des prestations exécutées.

Montant hors TVA, taux et montant de la TVA.

Montant TTC.

Date de la facturation.

(4) Acceptation de la demande de paiement

L'acceptation de la demande de paiement se fait dans les conditions stipulées dans le CCAG-Travaux.

(5) Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L.2192-10 à L.2192-15 et R.2192-10 à R.2192-30 du Code de la commande publique.

Ces dispositions précisent notamment que le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

(6) Paiement des cotraitants

Tout envoi de facture devra répondre au formalisme imposé dans le présent CCAP.

➤ Groupement conjoint :

En cas de groupement conjoint, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

➤ Groupement solidaire :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf stipulation contraire expresse du titulaire ; dans cette hypothèse, le titulaire indique la répartition des paiements entre les membres du groupement et les modalités de cette répartition (comptes, RIB etc).

Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

(7) Paiement des sous-traitants

Le régime des avances prévu aux articles L.2192-2 et R.2193-3 à R.2193-19 du Code de la commande publique s'applique à tout contrat de sous-traitance, conformément à l'article R.2193-17 du même Code.

Le paiement du sous-traitant est effectué conformément aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

Dès lors, les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial. A ce titre, le formalisme de la demande de paiement mentionnée au (2) du présent article doit être rigoureusement respecté, et un RIB original devra être produit. En outre, une attestation de paiement direct devra être émise par le titulaire du marché, ou, en cas de groupement, le cotraitant ayant eu recours à la sous-traitance.

Article 13.02 Facturation

Le titulaire ne peut prétendre au règlement des prestations exécutées que dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un bon de commande notifié avant toute exécution.

a) facturation des interventions pour des travaux prévus aux bordereaux de prix unitaires

Les travaux seront réglés par application des prix unitaires affectés aux quantités exécutées. Les prix unitaires appliqués sont ceux correspondant à la date d'émission du bon de commande.

b) facturation des interventions pour des travaux non prévus aux bordereaux de prix unitaires

Les travaux non prévus aux bordereaux des prix unitaires seront réglés au déboursé réel, selon le devis qui sera systématiquement demandé. Cette intervention fera l'objet d'un bon de commande.

c) périodicité de facturation

Le titulaire présentera une facture pour chaque bon de commande, à l'issue de la réalisation des travaux.

Il pourra néanmoins, si l'exécution des travaux a une durée supérieure à un mois, présenter, au maximum, une facture mensuelle selon l'avancement des travaux.

Article XIV. Clause de financement et sûreté

Article 14.01 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 3,00% du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée dans les conditions des articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Article 14.02 Avance

Si le bon de commande ou le marché subséquent est supérieur à 50 000€ HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois, alors, sauf renoncement porté à l'acte d'engagement de l'accord-cadre, une avance est accordée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique.

L'option retenue est l'option B de l'article 10.1 du CCAG-Travaux.

Cette avance est fixée à 10% du montant du marché toutes taxes comprises, pour les PME ainsi que pour les entreprises qui ne sont pas des PME, et ne peut être affectée en son montant par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance débute dès que le montant cumulé des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteindra le taux de 80,00%.

Article 14.03 Cession et nantissement de créance

Application des articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique est faite.

Article XV. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles du Chapitre VII du CCAG-Travaux, avec les précisions suivantes.

Article 15.01 Faute du titulaire

L'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire dans les conditions l'article L.2195-4 du Code de la commande publique ou dans le cadre d'une des hypothèses prévues à l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

Comme, en cas de groupement, la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les dispositions du CCAG-Travaux traitant de la résiliation pour faute du titulaire peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations qui y sont prévues.

Article 15.02 Exécution des travaux aux frais et risques

En complément des dispositions fixées à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, le marché peut être résilié aux torts du titulaire avec exécution des travaux à ses frais et risques si :

Le titulaire refuse de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Le titulaire refuse de produire la liste nominative des salariés étrangers employés par sa société et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire en raison de ses fautes.

Modalités de mise en œuvre :

Les excédents résultant de la passation d'un autre marché sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur sans préjudices des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses ne peuvent bénéficier au titulaire, même partiellement.

Les excédents sont réputés comprendre les frais de lancement de la nouvelle consultation (notamment les frais de publication), le surcoût résultant de la passation du marché de travaux de substitution déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau marché et le montant des travaux restant à réaliser tels qu'arrêté dans le décompte de résiliation, les incidences financières à la charge du maître de l'ouvrage induites sur les marchés des autres intervenants participant à l'opération (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordonnateur SPS et SSI) telles qu'elles seront chiffrées dans les avenants au marché concerné ainsi que des frais administratifs divers.

Le cas échéant, un titre de recette sera émis si les surcoûts ne peuvent entièrement être prélevés sur les sommes restant à régler au titulaire.

Article XVI. Différends et litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Article 16.01 Organe chargé des procédures de médiation

Pour saisir le Médiateur des entreprises : www.mediateur-des-entreprises.fr

Pour saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

DREETS (Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) des Pays de la Loire

Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso – BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1

☎ 06.60.48.98.89

Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

Article 16.02 Introduction du recours (notamment)

Référé précontractuel : L551-1 et suivants du code de justice administrative.

Référé contractuel : L551-13 et suivants du code de justice administrative.

Article 16.03 Instance chargée des procédures de recours

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Nantes, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nantes

6 allée de l'Ile Gloriette -BP 24111 - 44041 Nantes Cedex

☎ 02 40 99 46 00

Télécopie : 02 40 99 46 58

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Article XVII. Dérogations au CCAG-Travaux

L'article 3 « Pièces du marché » du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux

L'article 9.01 « Réception » du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG Travaux

L'article 11.01 « Pénalités » du présent CCAP déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.4 du CCAG Travaux